

Compte-rendu du Comité Technique de l'URHlm – délégation de Limoges

Vendredi 14 janvier 2022 (9 heures 30 – 12 heures 45)

En visio-conférence

Présents :

Mme Elodie AMBLARD, Noalis
Mme Valérie BONIFACE, CDC Habitat
M. Norbert BONNAFOUS, Polygone
M. Cyrille KERVRAN, Saint-Junien Habitat
M. Denis LAROUSSE, La Maison Familiale Creusoise
Mme Céline MOREAU, Limoges Habitat
M. Frédéric SUCHET, Creusalis
Mme Sandrine ROTZLER, URHlm en Nouvelle-Aquitaine – délégation de Limoges

Excusés :

M. Bachir CHORFI, scalis
M. Franck GIESSLER, Coprod
M. Pierre GUICHARNAUD, Brive Habitat
M. Jean-Philippe HOUSSAY, Egletons Habitat
M. Frédéric PICARD, Odhac 87
M. Jean-François SICOT, Corrèze Habitat

Ordre du jour de la réunion :

1. Actualité nationale du logement social
2. Actualité de l'URHlm en Nouvelle-Aquitaine
3. Actualités départementales en Corrèze, Creuse et Haute-Vienne
4. Questions diverses

1. Actualité nationale du logement social

Loi de finances 2022

Le projet de loi de finances pour 2022 a été définitivement adopté par le Parlement le 15 décembre 2021. Ce dernier budget du quinquennat traduit notamment une série d'annonces récentes de l'exécutif, dont une partie ont été introduites par amendements au fil de la navette (France 2030, contrat d'engagement jeune, bouclier tarifaire...). Côté finances locales, le gouvernement avait d'emblée mis en avant la stabilité des dotations aux collectivités et une rallonge pour les contrats de relance et de transition écologique.

Les mesures qui concernent le logement social sont présentées au Comité Technique.

⇒ Echanges autour de la TFPB :

- **Dégrèvement de la TFPB** pour accompagner les travaux : pas de modification
- **Abattement de la TFPB en QPV** : les contrats de ville en cours **sont prorogés d'une année supplémentaire, soit jusqu'en 2023**, ainsi que les régimes fiscaux zonés qui leur sont attachés. C'est le cas de l'abattement de 30 % sur la TFPB dont les organismes hlm bénéficient en QPV au titre de leur parc ancien. La prolongation de cet abattement a été formalisé lors du Congrès Hlm.
- **Exonération à long terme** (25 ans) : cette exonération **pourrait être ramenée à 15 ans** pour les programmes nouveaux.
- **Suppression de la taxe d'habitation** : La loi de finances prévoit la compensation intégrale, sur 10 ans, par l'Etat aux collectivités locales de l'exonération de TFPB et la substitution d'un crédit d'impôt à l'exonération TFPB dont le logement intermédiaire bénéficie.

NB. Les conseils départementaux ont perdu 14,8 Md€ de TFPB qui sont compensés par une fraction de TVA. Ils bénéficient annuellement, au surplus, d'une fraction de TVA de 250 millions d'euros (M€), répartie en fonction de critères de ressources et de charges

- **Réforme des valeurs locatives** : les valeurs locatives cadastrales, sur lesquelles reposent le calcul des impôts locaux tels que la taxe foncière, seront bientôt révisées. Selon une étude de l'Institut des politiques publiques, cette réforme entraînera une hausse d'impôt foncier pour les propriétaires. Alors que les ménages ne paieront plus la taxe d'habitation, le report pourrait s'effectuer sur le montant de la taxe foncière, à partir de 2026.

Rappel : l'article L. 102 AE du Livre des Procédures Fiscales, créé par la loi de finances rectificative pour 2015, prévoit un dispositif d'échanges avec les bailleurs sociaux qui sont tenus de fournir à l'administration des impôts (DGFIP), avant le 1^{er} février de chaque année, par voie dématérialisée, les informations relatives aux locaux loués et à leurs occupants nécessaires à l'établissement de la taxe d'habitation. En 2021, 13 champs supplémentaires ont été intégrés.

Loi 3 DS

L'Assemblée nationale s'est lancée le 6 décembre en séance dans la discussion du projet de loi "relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale" (dit 3DS).

Un important volet est celui portant sur le logement et l'urbanisme (titre III). Le vote solennel à l'Assemblée a eu lieu le 4 janvier. La commission mixte paritaire devrait se réunir le 20 janvier.

Les amendements sont présentés au Comité Technique :

- Exemptions SRU
- *PLM et SRU : des objectifs de logements sociaux fixés au niveau de l'arrondissement*
- Attribution de logements sociaux et encadrement des loyers
- Dalo, Anru et ORT
- Nouvelles mesures pour les organismes fonciers solidaires
- Délais desserrés pour l'adaptation des documents d'urbanisme au ZAN

Loi climat et résilience

Cf. dossier du Comité Technique du 15 octobre 2021 +

https://www.banquedesterritoires.fr/loi-climat-et-resilience-ce-quil-faut-retenir-des-mesures-sur-la-renovation-thermique-des-batiments?pk_campaign=newsletter_quotidienne&pk_kwd=2022-01-04&pk_source=Actualit%25C3%25A9s_Localtis&pk_medium=newsletter_quotidienne

L'un des Directeurs Généraux attire l'attention des membres du Comité Technique sur l'article 159 de la loi qui prévoit :

La loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 est ainsi modifiée :

1° Le II de l'article 17 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Toutefois, lorsqu'un logement de la classe F ou de la classe G, au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation, fait l'objet d'une nouvelle location, le loyer du nouveau contrat de location ne peut excéder le dernier loyer appliqué au précédent locataire. »

Cette disposition s'appliquerait en août 2022 mais ne concernerait pas le logement social (cf. loi du 6 juillet 1989 – article 2).

ANCOLS et surcompensation

A la suite des orientations fixées par le Comité exécutif de l'Union sociale pour l'habitat, de nombreux échanges techniques se sont tenus entre les services de l'Ancols et ceux de l'Union et des Fédérations afin de mieux appréhender la méthode dite « à l'opérateur de l'Ancols », et d'indiquer les difficultés que posait cette approche notamment :

- Le repérage des immobilisations au titre du seul SIEG ;
- La prise en compte des ventes dans les recettes exceptionnelles ;
- La prise en compte de l'accession dans l'activité des organismes ;
- Le calendrier tant des contrôles que des mises en demeure pour reverser les surcompensations éventuelles ;
- L'inadaptation de la référence retenue pour définir le taux maximum de rentabilité.

A ce jour, aucune réponse formelle et aucune proposition nouvelle ne sont parvenues à l'USH.

Une démarche de co-construction

Mobilisés par leurs Associations régionales, les organismes Hlm sont appelés à réagir sur la base d'un document élaboré par l'Union et les différentes Commissions.

Le principe est celui de l'enrichissement d'un premier corpus de propositions - établi notamment par les Commissions pilotées par l'Union, par les présidents et présidentes, directeurs généraux et directrices générales des organismes Hlm qui, sur le terrain, pilotent et concrétisent la politique du logement social pour les territoires.

Concrètement, des rencontres sont organisées dans chaque région, avec l'appui de la FNAR et des Associations régionales, autour de six thèmes qui reflètent les grandes thématiques de notre activité :

- Faciliter la production de logements sociaux par des mesures structurelles et durables,
- Loger la France telle qu'elle est,
- Encourager les parcours résidentiels,
- Participer au pacte républicain,
- Lutter contre le changement climatique,
- Innover aux côtes des territoires

En Nouvelle-Aquitaine ...

La rencontre s'est déroulée le 29 novembre dernier. La délégation de Limoges rend compte des débats.

La validation et la diffusion du document final

Le résultat de ces consultations en régions sera présenté le 18 janvier prochain, devant les membres de l'assemblée générale et du Conseil social, sous la forme de propositions « pour une politique du logement ambitieuse, juste et écologique », qu'il s'agira, dans un second temps, d'adapter aux différents publics visés, notamment par le biais du travail d'un atelier citoyen

C'est sur cette base qu'interviendra le dialogue avec les candidates et les candidats à l'élection présidentielle, auxquels seront envoyées les propositions et auxquels il sera également demandé de réagir par écrit et en vidéos. Ces réactions feront l'objet d'une présentation publique, sous forme de conférence de presse, organisée dans les locaux de l'Union le 17 février et diffusée en streaming pour permettre à l'ensemble des dirigeants et dirigeantes d'organismes Hlm d'y assister.

La campagne grand public (janvier/février 2022)

L'objectif de cette campagne est donc d'appuyer la communication de l'Union dans les débats autour du slogan « **La France a besoin de toits** », en déclinant et en illustrant le rôle du logement social dans différentes dimensions : le pouvoir d'achat, la transition environnementale, l'accès au logement, la rénovation des quartiers

L'audition des candidates et candidats dans un cadre partenarial (mars 2022)

L'USH et d'autres partenaires souhaitent organiser un temps d'échanges d'une demi-journée qui se tiendra à Paris le 9 mars 2022.

2. Actualité de l'URHlm en Nouvelle-Aquitaine

Organisation de l'URHlm

Le Directeur régional, **Nicolas Blaison**, prendra ses fonctions le 31 janvier 2022.

Une chargée de mission « politiques sociales », **Nardjes MARHOUM**, a été recrutée en CDD, pour une durée de 6 mois, sur le site de Poitiers. Elle a pris ses fonctions le 3 janvier 2022.

Un chargé de mission « bas carbone » devrait prochainement être recruté en CDD, pour une durée de 6 mois, à la Direction régionale.

Compte tenu des évolutions importantes constatées depuis la fusion, les Directeurs Généraux souhaitent que l'organisation des équipes sur les sites soit en lien avec le projet stratégique et le plan d'actions qui sera mis en œuvre par l'URHlm.

Déménagement de la Direction régionale

Le siège de l'URHlm en Nouvelle-Aquitaine est actuellement situé aux Bassins à flots à Bordeaux. Ces locaux sont occupés depuis 2002, date d'installation de l'AROSHA dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine maritime, propriété du Grand Port de Bordeaux.

Par cette convention, il est prévu une réévaluation régulière de la redevance. A partir de mars 2022, date d'échéance, la redevance aurait doublé, ce qui conduit de nombreux occupants à revoir leur implantation.

Pour l'URHlm, le Conseil d'Administration a décidé l'achat des locaux financés pour partie en fonds propres, pour partie en prêt dont l'annuité est équivalente à l'ancien loyer.

Le Conseil d'Administration du 22 janvier 2021 a approuvé l'acquisition de locaux situés rue Victor Billon, **au Bouscat**.

Le montant global de cette acquisition et des travaux d'aménagement nécessaires à l'activité de l'association est estimé à un peu plus d'un million d'euros.

Le déménagement est prévu le **7 février 2022**.

Groupe de travail « Cotisations »

Pour mémoire, lors de l'Assemblée Générale de l'URHlm de fin 2019 et dans le cadre de la fusion, le gel des cotisations a été voté pour une durée de deux ans (exercices budgétaires 2020 et 2021) dans l'attente de la refonte du projet associatif de l'entité fusionnée.

Aussi, le plan d'actions 2021 de l'URHlm a mis en place un groupe de travail cotisations.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Apporter une harmonisation et un barème lisible pour tous
- Pérenniser les ressources de l'association en permettant une stabilisation, voire l'adaptation à une évolution du patrimoine (et non à l'évolution des organismes de logement social) dans un contexte de baisse des moyens financiers issus du niveau national (DAR).

Un groupe de travail composé de membres du CA volontaires s'est réuni et il est proposé de **maintenir a minima l'enveloppe globale des cotisations**, s'élevant aujourd'hui à **676 923€**.

- Une part forfaitaire fixe pour l'ensemble des organismes avec une proposition de 2 000 €,
- Une part variable en €/logement pour tous les adhérents détenant du parc locatif, assise sur le patrimoine géré, sur la base de 3 hypothèses : 1,8 €, 1,9 € et 2 € par logement, la cotisation moyenne étant de 2 €/logement actuellement. Des membres souhaitent que la diminution de la DAR soit intégrée aux réflexions afin d'éviter une éventuelle révision des cotisations.
- Le maintien des contributions des SACICAP à leur hauteur actuelle.

Le Comité Technique renvoie de nouveau la question des cotisations à la mise en place du projet stratégique de l'association. Des membres se considérant plus éloignés des prises de décisions, attendent un service sur les territoires, comme celui dont ils pouvaient bénéficier avant fusion.

Programmation Hlm

Atterrissage de la programmation 2021

En 2021, l'objectif de production de logements fixé par le FNAP à la Nouvelle-Aquitaine était de **9 899 logements dont 3 886 PLAI, 4 359 PLUS et 1 654 PLS**.

L'enveloppe mise à disposition pour atteindre ces objectifs en PLAI était de **27,5 M€**.

Au 6 janvier 2022, **8 737 logements sociaux ont été agréés**, soit 88 % de l'objectif notifié.

2 991 logements ont été agréés en PLAI, soit 77 % de la programmation en PLAI.

On note des disparités entre les territoires de gestion : certains ont eu la capacité de dépasser leurs objectifs tandis que d'autres ont peiné à les atteindre.

D'autre part, la production a été plus importante que prévue en agglomération, alors qu'elle a nettement diminué en zone tendue.

En situation de sous-consommation, l'enveloppe restituée s'élève à environ **6 M€**.

La démolition

- Enveloppe régionale notifiée de 1 879 401 €.
- La totalité de l'enveloppe a été subdélégée
- Perspectives au 13/12 représentent **1 776 801 € pour 437 logements**

D'autre part, la délégation de Limoges fait part des alertes en Charente-Maritime et en Haute-Vienne. Suite à des interventions politiques de la part de la Présidente de l'URHlm et du Directeur régional de la Banque des Territoires auprès de la Préfète de Région, les dossiers de la Haute-Vienne ont finalement été retenus sur l'exercice de gestion 2021 (46 logements). Les dossiers de la Charente-Maritime ont été également partiellement intégrés.

Perspectives 2022

Lors du bureau du CRHH du 16 décembre 2021, les objectifs qui ont été annoncés et fixés à la Nouvelle-Aquitaine se basaient sur le principe du Bottom-up :

- consultation des territoires par la DREAL en août
- consolidation des estimations par les préfets de département fin septembre
- consultation des membres du CRHH en octobre

Les demandes 2022 des territoires en logements sociaux s'élevaient à 11 178 logements et sont en forte hausse par rapport à l'objectif FNAP 2021 (9 899 logements)

Lors de la réunion avec la Dreal, les services de l'Etat ont annoncé une stabilité du financement du logement social en Nouvelle-Aquitaine (même zonage qu'en 2021).

Cependant, quelques nouvelles pistes de financement pourraient être envisagées :

- En débat, un bonus « densification » : ce bonus équivaldrait au bonus Acquisition-Amélioration, d'un même montant, soit 10 000 €/logement, pouvant être déplafonné (plafond maxi restant à déterminer) mais celui-ci serait élargi aux démolitions-reconstructions et aux « dents creuses » en centres-bourgs (périmètre à définir). Il serait mobilisable dans les zones détendues et agglomérations (hors zones tendues).
- Un bonus « énergies renouvelables » de l'ordre de 1 500 € à 2000 €/logement (neuf ? existant ?)

Concernant les énergies renouvelables, des Directeurs Généraux s'interrogent sur l'éligibilité des panneaux solaires.

Le Comité Technique serait favorable à une application du bonus aux acquisitions-améliorations qui restent des opérations toujours difficiles à équilibrer (env. 2 500 €/m² de coûts de travaux – hors acquisition) et nécessitant la mobilisation importante de fonds propres et plus globalement dans le neuf, notamment avec l'entrée en vigueur de la RE 2020 au 1^{er} janvier 2022.

⇒ [Enquête flash de l'URHlm en Nouvelle-Aquitaine \(décembre 2021\)](#)

Parallèlement, l'URHlm a lancé une enquête flash en décembre 2021, sur les perspectives 2022, dont les résultats sont communiqués aux membres

Les perspectives 2022 seront actualisées prochainement par une nouvelle enquête régionale plus détaillée.

⇒ [Plan de relance 2021 et 2022](#)

Restructuration lourde et réhabilitations thermiques en 2021

Une enveloppe de 9 M€ a été allouée à la Nouvelle-Aquitaine pour un objectif de 822 logements pour financer les opérations de restructuration lourde couplée à une rénovation thermique

✓ 17 opérations de restructuration lourde couplée à une rénovation thermique ont été retenues et financées pour cette enveloppe. Elles représentent 800 logements pour un montant estimé à 8 897 544 € (forfait moyen de 11 000 € par logement).

✓ L'ensemble de ces opérations ont été engagées

- Une enveloppe complémentaire à hauteur de 1 162 916 € a été attribuée à la Nouvelle-Aquitaine afin de financer des opérations de rénovation thermique seule.
- ✓ 20 opérations de rénovation thermique seule ont été financées pour cette enveloppe. Elles représentent 224 logements pour un montant estimé à 936 000 € (forfait moyen de 4 000 € par logement)
- ✓ A ce jour 15 opérations ont été engagées pour une enveloppe de 700 000 €

Lors de la rencontre technique URHlm/DREAL, cette dernière a indiqué ne pas avoir de visibilité sur l'année 2022. En effet, sur les 500 M€ dédiés au plan de relance au niveau national, 350 M€ ont déjà été consommés en 2021. On peut donc s'interroger sur l'enveloppe disponible en 2022, sur sa répartition territoriale, sur les opérations et les critères qui pourraient être retenus en 2022 (restructuration lourde uniquement ?). Les arbitrages ministériels ont cours actuellement.

Fonds Friche

- 1^{er} appel à projets : 66 lauréats, 23 M€ de dotation régionale
 - Potentiel : 1 146 logements sociaux et 1 355 logements libres
- 2^{ème} appel à projets : 101 lauréats, 29,6 M€ de dotation régionale
 - Potentiel : 1 554 logements sociaux et 1 411 logements libres

⇒ Etude des besoins en logements en Nouvelle-Aquitaine

Afin de mesurer l'impact de la crise sanitaire sur les modes d'habiter des ménages et un éventuel « exode urbain » (des Métropoles vers les communes de 1^{ère}, de 2^{ème} couronne, voire en milieu rural), l'URHlm a interrogé la Dreal sur l'opportunité de conduire une réflexion autour des besoins en logements et d'avoir une approche plus qualitative, différenciant ainsi des méthodes d'analyse habituelles.

La Dreal pourrait effectivement conduire des entretiens avec divers partenaires (élus, entreprises, Action logement, etc.), en collaboration avec l'URHlm, en s'appuyant sur des études existantes (ex. ouvertures ou fermetures de classes, démographie, etc.) et des indicateurs plus larges, l'URHlm proposant également d'aborder cette question au sein des comités techniques de suivi des opérations (cf. Livre Blanc).

Rencontre avec la CAPEB de la Haute-Vienne

Suite aux échanges entre la délégation de Limoges et la Capeb de la Haute-Vienne, notamment au regard de l'augmentation des coûts de la construction, il a été proposé d'organiser une rencontre avec les bailleurs sociaux volontaires du Département, vendredi 28 janvier à 14 h 30 ou mardi 1^{er} février à 14 h 30.

Les bailleurs sociaux échangent actuellement individuellement, avec la FFB et/ou la Capeb. Lors de ces entretiens sont abordés les coûts de construction, la révision des marchés en cours et les réponses aux appels d'offres.

Alors que les bailleurs sociaux reconnaissent le besoin de s'appuyer sur les entreprises pour la conduite des chantiers, ils regrettent que certaines d'entre elles considèrent cette période comme une opportunité d'augmenter les tarifs, notamment quand leur carnet de commandes est bien rempli.

Les organismes sont tenus de respecter le code des marchés publics et une révision significative en cours de marché, n'est, en ce sens, pas envisageable. Par ailleurs, l'augmentation des coûts de certaines opérations, qui viendrait grever les budgets, pourrait entraîner le report, voire l'abandon d'autres projets.

Des solutions peuvent être trouvées au cas par cas, des bailleurs réfléchissant également à raccourcir le délai entre le lancement de la consultation et celui des travaux.

Le Comité Technique est favorable à une négociation individuelle et non collective.

Cependant, les Directeurs Généraux chargent la Directrice Territoriale de rencontrer la Capeb 87 et de recueillir ses demandes.

CEE

Depuis 2011 pour l'AROLIM et 2015 pour l'AROSH PC, une convention-cadre CEE a été proposée aux adhérents en partenariat avec EDF. Elle arrivait à échéance le 31 décembre 2021. Cette convention-cadre non-exclusive permettait notamment aux bailleurs sociaux de petite taille de bénéficier de tarifs de vente plus avantageux en mutualisant leur potentiel avec d'autres organismes.

Actuellement, 17 bailleurs adhèrent au protocole. Afin d'accompagner les bailleurs sociaux dans une démarche collective, il a été demandé à l'URHLM d'envisager de poursuivre le partenariat avec EDF et d'analyser les futures modalités, soit, selon la dernière offre reçue basée sur un volume Plancher de 1,5 TWhc et un volume Plafond de 3 TWhc, un montant de l'IC à 7.2 €/MWhc.

Au regard des retours du sondage et compte-tenu du faible nombre de réponses obtenues (14/53 organismes adhérents), le Bureau de l'URHLM a souhaité engager une démarche de mise en concurrence formalisée en matière de valorisation des CEE pour la 5^{ème} période, avec l'appui d'un bureau d'études indépendant qui devra rédiger un cahier des charges, estimer le potentiel, analyser les offres. Cette consultation des différents obligés prendra la forme d'un Appel à Manifestation d'Intérêt régional, et devrait être organisée dès le mois de janvier 2022.

Le Comité Technique considère que le recours à une AMO n'est pas nécessaire compte tenu de l'expertise de l'équipe de l'UR et que la convention-cadre antérieure a donné entière satisfaction, puisque non exclusive mais permettant une stabilité et un accompagnement de qualité.

3. Actualités départementales en Corrèze, Creuse et Haute-Vienne

Gestion locative et politiques sociales

Fichiers partagés de la demande en Haute-Vienne

La délégation de Limoges présente un point d'avancement de la démarche au 14 janvier 2022

⇒ Depuis le précédent Comité Technique :

- Arrêté préfectoral du **29 octobre 2021** qui désigne l'AFIPADE comme gestionnaire départemental du numéro unique pour la Haute-Vienne **à partir du 1^{er} janvier 2022**.
- Conventions
- Un point de vigilance : 56 secteurs CIL
- Charte de déontologie et règles communes
- Portail d'enregistrement : www.demandedelogement87.fr

NB. Un point intermédiaire est envisagé en **mars 2022**. Par ailleurs, une présentation aux élus de Limoges Métropole est prévue **le 26 janvier 2022**

Démarche en Corrèze

Les bailleurs sociaux de la Corrèze sont invités à faire part de leur souhait éventuel de déployer l'outil en dispatching pour ceux d'entre eux qui seraient intéressés.

Seuls deux organismes corréziens participant au Comité Technique, ce débat doit être reporté.

PPGDID

Le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGDID) a été instauré par l'article 97 de la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR).

Le PPGDID découle des orientations sur les attributions définies par la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), et formalise opérationnellement les moyens et procédures au service d'une meilleure gestion de la demande en logement social et de l'information aux demandeurs.

Cotation et gestion en flux

Le Décret n° 2021-1016 du 30 juillet 2021 portant modification du décret n° 2019-1378 du 17 décembre 2019 relatif à la cotation de la demande de logement social et du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux va permettre le report de ces deux dispositifs, en renvoyant leur entrée en vigueur à des dates butoirs fixées par la loi Elan. Ce décret est à mettre en parallèle avec le projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite 3DS) actuellement en débat qui devrait repousser ces dates limites de mise en œuvre en 2023.

Grille de vétusté

A noter : un groupe de travail « gestion locative et politiques sociales » est prévu dans le cadre des travaux conduits par la délégation de Limoges, le 8 février 2022, afin de balayer l'ensemble des sujets.

4. Questions diverses

Plan de communication

Un appui a été mis en place dans le domaine de la communication (réseaux sociaux, ...) au sein de l'URHlm, par le biais d'une prestation de services, dans le prolongement de celle conclue lors du Congrès Hlm.

Le Comité Technique est invité à faire part de ses besoins dans le domaine de la communication, s'inscrivant ainsi dans le plan de communication de l'URHlm.

Plan de formation

Un bilan 2021 du plan de formations figure au dossier du CT.

Pass'logement 87 et Hestia

Cf. dossier

Quelques grands rendez-vous en 2022

- ⇒ Qualité de service : mise en place des enquêtes de satisfaction – période à envisager ?
- ⇒ Enquête sur l'occupation du parc social (OPS)
- ⇒ Elections des locataires en décembre
- ⇒ Fin du marché DPO mutualisé (mars 2022)

L'ensemble des points inscrits aux chapitres 3 et 4 n'ayant pu être abordés en raison de l'horaire tardif, il est ainsi convenu de reprogrammer un Comité Technique dans les meilleurs délais, soit début mars 2022.

Aucune autre question diverse n'est soulevée, la séance est levée à 12 h 45.